

Un CPN pour rien

Les 19 et 20 novembre, s'est tenu le CPN (Conseil Politique National) du NPA. Le contexte appelait une riche discussion et des axes nouveaux pour l'orientation dans la lutte des classes comme pour la campagne. Au début, tout le monde a constaté un tournant international, un saut qualitatif dans la crise en Europe, une situation devenant explosive... Mais aucune conséquence n'en a été tirée ! La résolution politique a certes renoncé à certaines ambiguïtés keynésiennes du projet initial, grâce à nos interventions, et intégré des éléments positifs quoique insuffisants sur les directions syndicales ; mais sur l'orientation et la construction, elle n'ajoute rien au précédent CPN. La résolution de campagne souligne les réels acquis du début de campagne, mais sans bilan de fond de celle-ci ; et presque toutes nos propositions, y compris les plus élémentaires (pour la régularisation des sans-papiers ou les droits des femmes !) ont été rejetées avec comme argument que le « profil » avait été décidé en septembre... Pourquoi alors une nouvelle réunion du CPN ?

Dans un esprit constructif, nous avons de nouveau fait des amendements sur des questions très concrètes que se posent les travailleurs/ses et jeunes attirés par le profil de Philippe :

- à l'heure où des gouvernements d'union nationale s'installent en Europe, pour que l'objectif du gouvernement des travailleurs ne reste pas une formule de résolution, mais soit défendu centralement dans la campagne comme seule façon de ne pas payer la crise, en lien avec les travailleurs de toute l'Europe ;
- pour l'expropriation sans indemnités ni rachat non seulement des banques, mais aussi des entreprises du CAC 40 qui leur sont liées et s'apprêtent à licencier massivement malgré 80 milliards de profits ;
- pour opposer à la politique des directions syndicales, qui refusent toute lutte sérieuse contre l'austérité, l'unité sur les revendications, l'auto-organisation et l'objectif de la grève générale ;
- pour une délimitation claire par rapport aux réformistes du Front de gauche ;
- contre la formulation suggérant qu'on appellerait à voter pour le PS au second tour au motif de chasser Sarkozy : pour que le CPN assume le report de cette discussion qui nous divise et qu'en attendant la campagne soit centrée sur le combat contre la politique d'austérité menée par Sarkozy, mais promise aussi par Hollande.

Or nous nous sommes heurtés au front commun des différentes composantes de la direction (« P1A » et « P2 »), qui ont refusé toute discussion ! Un dirigeant de la droite du parti (« PB », devenue courant Gauche anticapitaliste) avait dit que la composante de gauche de la majorité (« P2 ») était en train de gagner le pouvoir dans le parti... et qu'elle était poussée par la « P4 » (les partisans d'un NPA clairement révolutionnaire) ! Sans doute pour prouver le contraire, les dirigeants « P2 » ont tenu à se faire les porte-flingue contre nos amendements, l'un d'eux n'hésitant pas à dire qu'il fallait voter contre... parce qu'il était d'accord, mais que, selon lui, cela visait à « découper le parti » ! Pourtant, sur la résolution de campagne, si la P2 votait avec la P4 au lieu de céder au centre, ces amendements passeraient (la PB fait NPPV).

Ces gages donnés par la P2 n'ont pas empêché leurs alliés ingrats de la P1A de s'unir à la PB pour voter un texte scandaleux sur la campagne dette, acritique vis-à-vis de l'appel pour un audit citoyen et portant des revendications réformistes très proches du Front de Gauche (« *taxation des transactions financières* », « *arrêt du recours des États aux marchés financiers* »...). La P2 a même été battue sur le porte-parolat de campagne : elle demandait l'intégration de l'un de ses dirigeants, avec le soutien de la gauche de la P1A et le nôtre bien sûr, pour des raisons démocratiques élémentaires. Or cela été rejeté par une alliance entre le centre de la P1A et la majorité de la PB, qui a osé voter cela... alors qu'elle n'a pas pris part au débat sur la campagne elle-même ! La même PB/Gauche anticapitaliste poursuit sa politique ouvertement fractionnelle pour une alliance de la gauche de la gauche, y compris aux législatives : la plupart n'ont même pas voté la motion visant à accélérer la recherche des signatures !

La fraction P2, gauche de la majorité, tient à ses militants un discours radical les jours de fête, mais s'érige en fer de lance de la dépolitisation du parti au fur et à mesure qu'elle gagne du poids dans l'appareil. C'est une tout autre voie qu'il faut prendre pour sortir le parti de la crise en allant vers un NPA révolutionnaire, mais aussi pour mobiliser les camarades dans la lutte des classes et pour mener la campagne offensive et enthousiasmante que nous voulons.

Les élu-e-s P4/Tendance CLAIRE au CPN